

La fin d'une évaluation, par Elisabeth Roudinesco

LE MONDE | 14.02.05 | 14h45

Dans un article récent (*Le Monde* du 11 février 2005), Christophe André s'en prend à Philippe Douste-Blazy. Il lui reproche d'avoir récusé publiquement la validité d'un rapport de l'Inserm sur l'évaluation des psychothérapies, rendu public le 26 février 2004, et qui avait suscité un véritable tollé chez tous les professionnels du soin psychique, du fait de ses incohérences et d'une orientation dénuée de toute objectivité scientifique. Selon l'auteur de cet article, le ministre de la santé aurait cédé au "*clientélisme*" et à "*la démagogie*" d'un groupe de psychanalystes fanatiques désireux que ledit rapport "*soit brûlé sur la place publique*".

De tels propos sont intolérables. Car aucun de ceux qui étaient réunis à la Mutualité le 5 février, pour un forum portant sur le secret médical, n'a songé un instant à envoyer aux flammes le rapport de l'Inserm. Faut-il rappeler à M. Christophe André que si quelque chose a été "brûlé" dans l'histoire de la psychanalyse, ce sont les livres de Sigmund Freud, jetés au feu par les nazis ? Faut-il rappeler que le fondateur de la psychanalyse aurait été réduit en cendres dans un crématoire si Marie Bonaparte ne l'avait pas aidé à quitter Vienne ? Faut-il rappeler enfin que ses quatre sœurs - Rosa, Maria, Adolfine, Paula - périrent "brûlées" dans les ténèbres de la solution finale ? On peut donc se féliciter qu'un ministre de la République ait eu la dignité de rendre hommage à Freud et de se souvenir, au moment où l'on commémore la libération du camp d'Auschwitz, des persécutions dont il fut l'objet.

Loin d'être incendié, le rapport de l'Inserm a donc tout simplement été retiré du site du ministère de la santé, ce qui veut dire qu'il ne servira plus de référence à une prétendue évaluation de la souffrance psychique, fondée sur l'idée que l'être humain se réduirait à ses neurones ou à ses comportements, c'est-à-dire à quelque chose d'observable et de quantifiable. Car, par définition, le psychisme qui caractérise tout sujet échappe à de telles évaluations. Comment peut-on en effet mesurer ou expertiser l'angoisse, le désir, le sexe, l'intime, comme on décrirait un état pathologique lié à une maladie organique ? A vouloir médicaliser à outrance l'existence humaine, on tombe dans le ridicule comme le font certains comportementalistes qui prétendent guérir des phobies en trois semaines en obligeant un patient qui redoute les araignées à plonger sa main dans un bocal rempli d'inoffensives mygales ?

Pour bien comprendre la signification du bel hommage rendu à Freud par Philippe Douste-Blazy, il faut se rappeler qu'à la fin de l'année 2003 une bataille politique avait été engagée par le député Bernard Accoyer puis par Jean-François Mattéi, précédent ministre de la santé, en vue de faire voter une loi susceptible de définir le titre de psychothérapeute. Il n'en fallut pas plus pour créer un trouble immense au sein d'une communauté composée de 12 000 psychiatres, 25 000 psychologues, 5 000 psychanalystes et 7 000 psychothérapeutes qui se sentirent mécontents du sort qu'on leur réservait. Et ce d'autant plus qu'ils ont affaire - toutes tendances confondues - à la grande souffrance de millions de personnes atteintes à des degrés divers de névroses, de dépressions, de troubles mentaux, d'exclusion sociale ou de traumatismes multiples.

Votée en juillet 2004 par la majorité de droite, et malgré la forte mobilisation de la gauche unie, cette loi, qui s'appuyait en grande partie sur le rapport de l'Inserm, est aujourd'hui inapplicable. D'une part, parce que les articles qui la composent sont contradictoires, de l'autre, parce qu'elle ne permet en aucune façon, au cas où les décrets seraient rédigés, de définir le principe d'une psychopathologie clinique enseignable dans les départements de psychologie dépendant autant du ministère de la santé que de celui de l'éducation nationale.

Pour rétablir un équilibre entre les différentes pratiques et pour enfin commencer à penser la question du statut du psychisme dans la société démocratique moderne, sans la réduire ni à une causalité sociale ni à une détermination biologique, il est urgent de mettre en route, à droite comme à gauche, une nouvelle politique capable de répondre à de telles exigences.

Elisabeth Roudinesco est historienne de la psychanalyse. Elle collabore au "Monde des livres".